

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Survivances et modèles de développement

Jacques Fisette, Mumpasi Lututala, Victor Piché and Denis Tognide

Number 17 (57), Spring 1987

Survivances et modèles de développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034363ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034363ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Fisette, J., Lututala, M., Piché, V. & Tognide, D. (1987). Survivances et modèles de développement. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (17), 3–8.
<https://doi.org/10.7202/1034363ar>

Présentation

Survivances et modèles de développement

À un moment où le tiers-mondisme est remis en question, on peut s'interroger sur la pertinence d'un numéro thématique portant sur le Tiers monde. En effet, si le Tiers monde n'existe pas, pourquoi en parler ? Nous croyons que le débat est loin d'être clos. Au contraire, il véhicule des intérêts suffisamment importants pour justifier une réflexion-critique sur les enjeux actuels du développement et du sous-développement dans les pays dits du Tiers monde. De plus, une analyse des nouvelles pratiques sociales présentement en cours dans ces pays ne peut qu'enrichir nos propres pratiques.

Les réflexions sur le développement des pays du Tiers monde ont connu des bouleversements importants durant les trente dernières années et les paradigmes dominants à une époque ont été contestés pour faire place à de nouvelles orthodoxies qu'il importe de mettre en question. De façon globale on peut dire que durant cette période les discussions ont été principalement orientées vers des considérations d'ordre économique de type productiviste. Nous suggérons dans ce numéro de considérer les politiques et stratégies de développement du point de vue de leur contenu social dans un sens large et ainsi de contribuer à élargir le cadre des débats traditionnels sur le développement. Il faut souligner que l'interrogation sur les transformations et les pratiques sociales observées dans les pays du Tiers monde peut nous permettre de mettre en cause, outre les stratégies d'aide publique au développement que les pays industrialisés élaborent et exécutent, certaines politiques sociales appliquées dans nos propres pays.

Au cours des années cinquante et soixante, l'intervention des pouvoirs publics dans la plupart des pays du Tiers monde était perçue comme devant être orientée vers des objectifs de croissance économique, plus précisément vers le développement du secteur industriel, moteur de cette croissance. Les moyens mis en oeuvre visaient d'abord une forte productivité du capital, de façon que ce secteur, au plan national, absorbe à moyen terme les excédents de main-d'oeuvre provenant des zones rurales. On supposait en effet que les groupes sociaux économiquement faibles bénéficieraient de la croissance en s'incorporant progressivement à l'économie urbaine et industrielle. La plupart des textes du présent numéro montrent au contraire que de vastes catégories de la population doivent inventer de nouvelles stratégies de survie devant un développement qui les refoule à la périphérie du système économique. Nous voulons, dans ce numéro, exprimer la réalité de

ces groupes marginaux, non pas en les représentant comme des victimes passives, mais en identifiant les nombreuses stratégies de survie qu'ils doivent inventer.

Nous avons regroupé les textes sous trois grandes rubriques même si cette opération peut parfois paraître factice. Nous allons maintenant présenter chacune de ces parties.

I Politiques d'État et stratégies de survie : l'enjeu du logement

Réhabilitation urbaine, restructuration des quartiers périphériques, remembrement, développement urbain intégré, parcelles assainies, autoconstruction encadrée, tels sont les vocables souvent utilisés lorsqu'il s'agit, à propos des pays du Tiers monde, de rendre compte des interventions publiques en matières d'aménagement du territoire et d'habitat. Ces termes prennent davantage de sens cette année, où beaucoup d'efforts et de réflexions se développent autour de la question des sans-abri.

Depuis les années soixante-dix les politiques de développement urbain, dans leurs énoncés, visent des objectifs d'efficacité économique et d'équité sociale. Il s'agit, selon ces énoncés, d'aménager le territoire, de réorganiser l'espace, de restructurer les zones d'occupation spontanée et de construire pour le plus grand nombre. Dans la pratique, on constate aujourd'hui que ces diverses interventions urbaines ont des limites importantes dans les pays en développement.

— Lorsqu'ils sont mal redistribués, les produits de la croissance urbaine peuvent devenir des blocages à la productivité générale des agglomérations urbaines.

— En conséquence, les opérations assistées, destinées exclusivement aux populations déshéritées, peuvent ne pas atteindre leur cible et profiter principalement aux catégories sociales à revenu moyen et élevé. Ces opérations assistées (ex. logements pour le plus grand nombre) se trouvent être « détournées » vers des populations moins défavorisées. De façon indirecte, les coûts d'extension de la structure urbaine résultant de ces opérations (équipements de base, travaux de viabilisation des terrains, réseaux d'eau, d'égouts et d'énergie, infrastructures de transport) sont assumés par les populations les plus pauvres, c'est-à-dire celles qui bénéficient le moins des programmes de développement urbain.

On se retrouve face à la problématique générale de l'urbanisation et du développement. De fait, les questions essentielles reviennent en surface de façon pressante : les programmes de développement urbain (parcelles assainies, remembrement, restructuration de quartiers périphériques, réhabilitation urbaine, autoconstruction encadrée, etc.) constituent-ils vraiment une solution adaptée aux ressources humaines et financières des populations défavorisées ? Les différents intervenants cherchent à ce propos à trouver des mécanismes pour améliorer le rapport efficacité-équité à l'intérieur de ces programmes de développement urbain. Cela suppose des actions de rééquilibrage des priorités tant du côté des pays du Tiers monde que du côté des organismes « bailleurs de fonds ».


Il s'agit là de certains aspects principaux que les textes du premier volet tentent

d'étayer. Ainsi, le texte de Valladares fait l'historique des initiatives d'autoconstruction et montre que dans le Tiers monde ces expériences relativement récentes suscitent de plus en plus d'intérêt de la part des organismes internationaux. Fass nous introduit dans le monde des « ultra-pauvres » comme il les appelle : il examine les théories et les pratiques en matière de logement concernant ce sous-groupe en Haïti. L'expérience actuelle du Burkina-Faso, que nous présente Bergeron, est à suivre de près : les tentatives de restructuration des secteurs d'habitat spontané à Ouagadougou se situent dans le cadre plus global de l'implantation de la révolution, et leur succès (ou leur échec) peut servir de leçon pour l'avenir. Le texte de Shoemaker ne parle pas de logement au sens strict, mais il montre comment, dans les bidonvilles, les conditions de vie précaires obligent les familles à recourir au travail des enfants pour survivre économiquement.

II Urbanisation et situations de crise

Les articles qui sont réunis dans cette deuxième partie traitent de la crise qui prévaut actuellement dans le Tiers monde. Un questionnement préalable concernant les origines de cette crise permet aux auteurs de mieux en décrire les diverses manifestations. Le constat auquel conduit ce questionnement semble unanime : la crise qui sévit dans le Tiers monde découle du système économique dominant et de l'incapacité des responsables politiques locaux de proposer des solutions différentes ou de manifester une attitude critique vis-à-vis du modèle dominant. Celui-ci est donc tantôt auréolé, tantôt subi à un point tel qu'il organise toute la vie socio-politique actuelle des sociétés du Tiers monde. Il découle de cela un blocage du processus de développement de ces pays, un renforcement des inégalités sociales et spatiales, bref une crise généralisée.

La crise actuelle touche tous les secteurs : agriculture, aménagement du territoire, comportements démographiques. Dans son entrevue, René Dumont montre que l'échec des projets agricoles et industriels en Afrique incombe au modèle de développement occidental, qui soumet les produits agricoles africains aux lois du marché et entretient ou favorise la léthargie des responsables politiques locaux et l'exploitation des campagnes par les villes. Hiernaux Nicolas montre pour sa part combien les grands capitaux industriels (le système dominant) constituent à la fois la force motrice du développement régional au Mexique, et une force incontrôlable, étant donné sa puissance, par l'État mexicain. En conséquence, celui-ci assiste impuissant à la polarisation du développement économique autour des grands centres urbains ; cette polarisation témoigne de l'impact du modèle dominant de développement sur l'organisation de l'espace des pays du Tiers monde. Compte tenu de la dualité économique de ces pays, où le secteur moderne et le secteur traditionnel coexistent, cette polarisation est considérée par plusieurs comme une condition nécessaire pour assurer la croissance économique et en diffuser les effets dans les campagnes. Une des conséquences de cette polarisation est sans nul doute les migrations rurales-urbaines. Le cas des pays africains, qui non seulement assistent à



cette polarisation, mais encore ne peuvent empêcher l'afflux des populations dans les centres urbains, est retracé par Lututala. Les manifestations de la crise qui sont évoquées par les différents auteurs constituent des enjeux importants aussi bien pour les planificateurs économiques que pour les responsables politiques locaux et les populations. L'article de Lututala montre que même si les populations et les responsables politiques locaux reconnaissent la gravité de la situation, les migrations demeurent malgré tout un mal nécessaire parce qu'elles représentent une stratégie pour la survie des populations et des régimes politiques. Par ailleurs, le contexte socio-économique actuel, associé à la non-mixité et au patriarcat des sociétés africaines, entretient la division sexuelle du travail et la précarité de la situation des femmes, comme le montre Rondeau. Celles-ci sont alors obligées d'organiser, individuellement et collectivement, des stratégies différentes de celles des hommes, par exemple des associations formelles ou informelles de paysannes. Il y a plusieurs idées convergentes dans ce qui précède : absence de solutions globales, conséquences néfastes du système économique dominant et auto-reproduction de celui-ci. En effet, après avoir constaté que cette situation de crise permanente amène les ménages à recourir à différentes stratégies, il faut se demander, avec Rondeau en particulier, si ces stratégies sont de véritables pratiques alternatives de développement. La réponse est peut-être différente selon la stratégie ou le groupe social.

III Institutions, idéologies et changement social

« Il n'y a pas, écrit Hassan Zaoual, de théories du "sous-développement" qui ne soient de nature économique. Ceci n'est pas un hasard dans la mesure où l'économique est la manière dont l'Occident se pense et se fait. C'est un système culturel qui a érigé l'accumulation comme une fin en soi » (1984 : 829-830). La configuration de ce système culturel change même si les finalités profondes demeurent. Face aux problèmes de pauvreté dans le monde, l'approche d'une institution internationale comme la Banque mondiale illustre combien il est difficile, pour les institutions, de mettre en cause le paradigme du développement sur lequel elles se fondent.

En effet, durant les années cinquante et soixante, les problèmes de développement sont ouvertement présentés, par les économistes autant que par les représentants des autres sciences sociales, comme des problèmes de croissance économique et d'accumulation. Les théories du « Big Push » ou des « étapes de la croissance » sont les plus connus des courants qui ont marqué cette période. Au plan de l'intervention des pouvoirs publics il s'agissait de mettre en place un secteur industriel fort et des institutions politiques et sociales qui viendraient puiser leurs ressources dans le capital mobilisé petit à petit par cette industrie ; ce processus devait permettre simultanément le passage d'une société rurale et traditionnelle à une société urbaine et moderne, à l'image du développement de l'Occident.

Cette vision du développement est qualifiée aujourd'hui de véritable agression culturelle de l'Occident contre le Tiers monde, dans la mesure où elle consiste à « mettre en place des rapports de domination entre la société qui institue le monde comme son monde et les autres » (Zaoual : 830). Cette critique radicale du paradigme occidental du développement est d'autant plus acceptée et pressante qu'elle peut s'appuyer maintenant sur l'échec des politiques publiques à améliorer de façon sensible le bien-être des populations pauvres des pays du Tiers monde, et sur l'exclusion constatée de ces populations des secteurs économiques qui ont connu une certaine croissance dans quelques rares pays du Tiers monde.

Les institutions internationales et nationales ont dû procéder, durant les années soixante-dix, à un réexamen de leurs politiques, par suite d'une prise de conscience à l'égard des dimensions sociales et culturelles du développement : celles-ci devaient cesser d'être perçues comme des réalités secondaires de la dynamique économique, et au contraire apparaître comme des déterminants de son contenu réel. L'homme a des besoins fondamentaux, et tout processus de croissance économique doit passer par l'amélioration de la satisfaction de ces besoins (alimentation, logement, santé, éducation, etc.).

Le social et le culturel restent cependant, même dans cette perspective, les instruments de l'économique ; développement demeure synonyme de « développement technico-économique sur la même trajectoire que celle suivie par les pays industrialisés » (F. Partant, 1984 : 812). Les moyens proposés changent mais les finalités restent les mêmes.

Le marxisme n'échappe pas à cette critique du caractère occidental-centriste du paradigme du développement ; les théories de la dépendance, de l'échange inégal, celle du développement autocentré ont contribué à l'illusion que le développement est une catégorie naturelle (Zaoual : 830). La croissance économique, qu'elle soit socialiste ou capitaliste, passe en effet dans la plupart des courants marxistes par le développement des forces productives. Comme le souligne G. Baum et P. de Laubier (ce dernier à l'intérieur d'un texte sur les religions et le développement social où il est surtout question de Gandhi, de l'islam et du christianisme), l'influence du marxisme et des religions sur les mouvements de revendication et de libération, notamment dans les pays d'Amérique latine, est très importante ; ce « mariage » pour la défense des droits des peuples du Tiers monde reste marqué par des contradictions qui ne sont pas étrangères aux traditions culturelles des populations en cause. Le regard du cinéma occidental sur les réalités et les problèmes du Tiers monde est aussi fortement déterminé culturellement, comme l'illustre D. Therrien à travers une série d'exemples.

Ainsi, la lecture des problèmes du Tiers monde, qu'elle soit faite par la science « normale » ou « radicale », par la religion ou par l'art, subit trop souvent l'empreinte des modèles conçus à l'extérieur des sociétés sur lesquelles le regard du scientifique ou de



l'artiste se porte ; ces modèles sont certainement très différents de la vision que ces sociétés se feraient d'elles-mêmes en l'absence de la domination exercée sur elles par les systèmes culturels occidentaux.

- F. PARTANT. 1984. « La crise du développement dans la crise mondiale », *Revue Tiers-Monde*, XXV, 100, oct.-déc.
- H. ZAQUAL. 1984. « La crise du paradigme du développement », *Revue Tiers-Monde*, XXV, 100, oct.-déc. : 829-836.

Jacques Fisette
Mumpasi Lututala
Victor Piché
Denis Tognide